

La pandémie est là, elle continue de s'étendre. Le gouvernement a mis en place un plan de relance destiné uniquement à la politique de l'offre, un plan de relance qui va injecter des milliards sans distinction de l'économie réelle ou financière, sans aucune contrepartie en termes d'emplois ou de salaires, à l'instar du CICE et autres aides aux entreprises... Alors que les agents et salariés en 1ère ligne durant le confinement n'ont pas toutes et tous reçu une prime plus que méritée, l'État a versé 1500 € à 960000 entreprises pendant des mois sur simple déclaration... sans contrôle, sans parfois même d'immatriculation au RCS... Maintenant il est question de baisser les impôts de production, toujours sans contrepartie ...

Cette pandémie n'est pas nouvelle, elle est connue, elle nous fait mourir à petit feu, elle n'avance pas masquée, c'est celle du capitalisme...

La crise sanitaire qui frappe le monde depuis mars n'a pas ralenti celle dont nous venons de parler, le gouvernement utilise la stratégie du choc et impose des reculs sans précédents à la population. Sa politique n'a pas changé, bien au contraire, et il l'applique partout, quoi qu'il en coûte, y compris dans la gestion de cette crise sanitaire.

Concrètement, ne prenons qu'un seul exemple: celui du ségur de la santé : si une augmentation de 180 ou 163 euros nets est à mettre au crédit des mobilisations post confinement, ce ségur dont l'accord n'a pas été signé par la CGT et pour cause, entérine l'annualisation du temps de travail, la réduction du temps de repos et seulement 15000 recrutements.

Ce ségur est bien à l'image du monde d'après Macron. Si besoin en était, il nous alerte sur la politique salariale différenciée dans la fonction publique et fait le lien avec la réforme des retraites !

Mais allons même plus loin, ce ségur a eu lieu post confinement, son objectif réel fut de permettre aux hôpitaux de tenir... ce ségur a-t-il créé des lits d'hospitalisation ? De réanimation ? Non ils ont continué à diminuer... Ce gouvernement, n'a toujours pas compris ou ne veut pas comprendre...

pas de reprise économique et pas de relance sans service public !

Certains qui s'offusquent aujourd'hui de la re-fermeture des bars et restaurants se sont-ils offusqués des suppressions de lits d'hôpitaux ? Du manque de personnels hospitaliers ?

Ce ségur nous a très vite montré l'inconséquence, l'arrogance, l'incompétence des gouvernants face à une crise sanitaire qui va devenir économique et sociale.

Dans la fonction publique la même idéologie libérale est à l'oeuvre avec : la continuité de la loi de transformation de la fonction publique, la mise en place du CSA au conseil supérieur de la fonction publique en juillet, la déclinaison des Lignes Directrices de Gestion (LDG) dans toutes les administrations, la suppression des congés bonifiés, la mise en place des services généraux communs au 1er janvier 2021 etc.

Et il faut bien sur intégrer ces chantiers dans le projet de loi 3D (différenciation, décentralisation, déconcentration), si cela fait penser à la stratégie de déconfinement du 1er Ministre Castex, toute ressemblance ne serait que fortuite et pure coïncidence bien sur ...

Nomination de nouveaux préfets, montée en puissance du ministère de l'intérieur, transformation de la fonction publique qui induit rupture d'égalité et de continuité de l'État, et mets en concurrence les territoires... l'objectif est bien sans ambiguïté, démanteler la fonction publique vue comme une entrave au tout libéral...

Concernant la DGFIP le plan de relance est tombé 2263 suppressions d'emplois en 2021 et réduction du budget... Drôle de manière de mettre en avant une administration devenue régaliennne pendant la crise. Celle-ci n'est pas terminée mais le démantèlement de la DGFIP a repris de plus belle. La suppression des CAP de mobilité et de promotion l'an dernier a privé

les collègues de leur droit à se faire défendre par leurs représentants des personnels, et laisse la place à l'administration d'élaborer des mouvements de mutation en toute opacité afin de gérer les réformes de structures au mépris du droit des agents à mutation. Le NRP a été mis brièvement en suspend le temps du confinement, il est repassé au premier plan, les directeurs locaux cherchant à rattraper le temps perdu voir même à accélérer le processus de destruction du réseau de la DGFIP.

La mise en place des lignes directrices de gestion finit de détruire les règles de mobilité en place à la DGFIP. Elles permettent aussi le recrutement de contractuels et le moins que l'on puisse dire c'est que vous ne vous en privez pas. On voit fleurir sur les plateformes de recrutement de la fonction publique et sur Pôle Emploi des offres d'emplois à tout-va. Vous recrutez des contractuels dans des départements ou des titulaires demandent leur rapprochement. Si ce n'est pas du mépris vis-à-vis des agents qui font des demandes de mutation et qui sont dans des situations familiales difficiles, il va falloir alors expliquer, monsieur le président, ce dont il s'agit. Vous recrutez même des contractuels sur des postes qui n'ont pas encore été libérés par les agents et qui ne le seront peut-être pas... Un comble !

□ la CGT Finances Publiques demande l'abandon du Nouveau Réseau de Proximité, le NRP éloigne le service public de pleine compétence de la population. Pourtant les contribuables continuent à se déplacer dans les centres de finances publiques y compris pendant le confinement. Ce ne sont pas les points de contacts MFS et MSAP qui ont répondu présent mais se sont bien les agents de la DG FIP qui ont fait le travail. De plus les petites structures polyvalentes ont prouvé leur capacité d'adaptation alors que les grosses structures étaient entièrement vidées de leur personnel faute de transport et de règles de distanciation.

□ la CGT Finances Publiques demande l'abandon des nouvelles lignes de gestion qui détruisent la fonction publique et les droits des agents.

□ la CGT Finances Publiques revendique, le rétablissement des CAP de mobilités et de promotions de pleins exercices, instances paritaires de contrôle et de défense individuelle dans un cadre collectif.

□ La CGT mettra tout en place pour combattre ces réformes néfastes pour les services publics et pour les agents de notre administration.

../.. suite à télécharger

fichiers:



[Télécharger dl_capnc_titul_categorie_c_06_10_2020.pdf](#) (234.88 Ko)

Colonne de droite publique: [En direct des CAP Nationales](#)

Public: [Titularisation](#)

[CAP C administratif](#)

- [=A](#)
- [±A](#)
- [Version imprimable](#)
- [version PDF](#)

Leave this field blank